



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Représentation permanente de la Suisse  
auprès de la Conférence du désarmement

Permanent Representation of Switzerland  
to the Conference on Disarmament

Seul le texte prononcé fait foi

**CONVENTION SUR L'INTERDICTION DES ARMES BIOLOGIQUES  
RÉUNION DES ETATS PARTIES**

**Débat général**

**Intervention prononcée par**

**M. Jürg Lauber**

**Représentant permanent adjoint de la Suisse auprès des Nations Unies**

---

Check against delivery

**BIOLOGICAL WEAPONS CONVENTION  
MEETING OF STATES PARTIES**

**General Debate**

**Statement by**

**Mr. Jürg Lauber**

**Deputy Permanent Representative of Switzerland to the United Nations**

**Genève, le 6 décembre 2010**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de me joindre aux orateurs précédents et d'exprimer ma satisfaction de vous voir présider cette rencontre des Etats Parties. Soyez assuré de la pleine et entière coopération de ma délégation ces prochains jours.

La réunion d'experts de cette année a donné lieu à une discussion bénéfique sur la fourniture d'une assistance en cas d'utilisation présumée d'armes biologiques ou à toxines. Les experts d'un grand nombre de pays se sont penchés sur des questions relatives à la coordination et à l'amélioration des capacités nationales et régionales de surveillance, de détection et de diagnostic de début d'épidémie. Mon pays a également participé à cette réunion en en qualité d'experts de santé publique, en défense, en sécurité, en commerce et en affaires étrangères.

Tout récemment, la Suisse vient d'inaugurer son premier laboratoire BSL-4, qui sera opérationnel en 2011. Ce laboratoire de niveau de sécurité 4 peut contribuer à la coopération internationale. Que se soit en terme de prévention ou de renforcement des capacités grâce aux formations internationales basées sur l'expérience pratique. Ou encore par de l'assistance à la demande permettant l'identification d'échantillons dans le cas d'usage présumé d'agents bactériologiques.

Le thème de l'assistance et de la coordination avec les organisations appropriées est directement lié au **mécanisme du Secrétaire général des Nations Unies**. Selon ce mécanisme, tout Etat membre des Nations Unies peut demander au Secrétaire général d'examiner un incident ayant trait à l'utilisation d'armes biologiques. La Suisse accorde une grande valeur à ce mécanisme qui constitue actuellement le seul instrument multilatéral permettant d'enquêter en cas de telles allégations. Nous estimons toutefois que certains points méritent d'être éclaircis comme par exemple la question de l'étendue des mandats. De plus, le mécanisme devrait être renforcé, à la fois sur le plan politique et sur le plan technique. Du point de vue politique, nous serions très heureux d'une réaffirmation de l'engagement sans réserve de tous les Etats membres en faveur de l'application de ce mécanisme. Au niveau technique, nous pensons qu'une formation régulière des experts figurant sur la liste aurait un effet salutaire.

Monsieur le Président,

L'an prochain, les Etats Parties à la Convention sur l'interdiction des armes biologiques se retrouveront à Genève pour la 7<sup>e</sup> Conférence d'examen. Nous pensons qu'il est essentiel de saisir cette opportunité pour renforcer encore davantage la Convention. De notre point de vue, nous avons notamment besoin de réaliser des progrès dans les **cinq domaines suivants** :

**1. Universalisation** : Le fait d'obtenir une adhésion **universelle** à la Convention doit rester une priorité. Nous saluons les progrès effectués ces dernières années bien que des efforts plus importants soient nécessaires à l'avenir. Nous devrions tendre vers une systématisation et un recadrage des efforts fournis actuellement dans le but d'amener tous les pays qui ne sont pas encore membres à accéder à la Convention. Dans ce sens, la Suisse espère que les discussions menées dans le cadre du processus intersessionnel ont su mettre en lumière le fait que rejoindre la BWC peut renforcer les dispositions de santé publique nationale et les capacités dans les domaines vétérinaire, agricole et d'urgence humanitaire.

**2. Unité de soutien à la mise en œuvre de la Convention** : La prolongation du mandat de l'unité de soutien à la mise en œuvre de la Convention (Implementation Support Unit, ISU) constitue une autre priorité pour mon pays. Nous espérons que les Etats Parties pourront examiner le mandat actuel de l'ISU à l'occasion de la Conférence d'examen 2011 et ainsi décider d'augmenter les capacités de cet organe. Nous avons tous bénéficié du travail efficace des trois personnes qui composent actuellement l'ISU. Notre objectif doit donc être de lui permettre de continuer à assister les Etats Parties dans la mise en œuvre de tous les aspects de la Convention.

**3. Programme intersessionnel** : La 7<sup>ème</sup> Conférence d'Examen doit prendre en compte ce que la communauté de la BWC compte accomplir entre 2011 et 2016, année qui verra se dérouler la 8<sup>e</sup> Conférence d'examen. Les Réunions d'Experts du processus intersessionnel, désormais bien établies, se sont avérées utiles. Elles ont permis de fructueux échanges non seulement entre Etats parties mais aussi avec la société civile et les organisations internationales concernées. Leur côté relativement technique a toutefois souvent limité la participation de délégations ou de personnalités. Vu l'utilité de ce processus, nous verrions un grand intérêt à ce que ces réunions puissent, à l'avenir, dépasser le cadre des discussions techniques.

Les Conférences des Etats Parties retranscrit en grande partie les échanges des experts. Nous sommes d'avis qu'il faut créer un format de conférence plus souple, qui soit moins contraignant au niveau de l'agenda et qui réponde de ce fait mieux aux défis auxquels la Convention doit faire face. Nous sommes persuadés que ces conférences contribuent, dans une large mesure, à faire en sorte que la Convention s'adapte aux changements qui surviennent dans les contextes politiques, technologiques et sécuritaires. Nous sommes également convaincus que, pour réaliser des progrès significatifs, nous devrions passer d'une structure permettant de prendre des décisions tous les 5 ans, lors des conférences d'examen, à une configuration plus flexible, où certaines décisions pourraient être prises si la situation l'exige.

**4. Mesures de Confiance (CBM) :** Un élément où il est clair que nous devons progresser, à l'occasion de la Conférence d'examen, est la révision des CBM. Celles-ci restent le seul instrument permettant d'établir un certain degré de transparence et de confiance parmi les Etats Parties à la BWC. Et pourtant, ce mécanisme n'a fait l'objet d'aucune révision depuis la 3<sup>e</sup> Conférence d'examen en 1991. Ce n'est donc pas surprenant que ce mécanisme montre quelques signes de vieillesse et révèle un certain nombre de faiblesses. En outre, la participation demeure peu élevée. Cette année, plus de 70 Etats ont présenté leurs CBM, ce qui, certes, est encourageant. Cependant, ce résultat signifie aussi que plus de 90 autres Etats Parties ne l'ont pas encore fait. En collaboration avec l'Allemagne, la Norvège et des représentants de la société civile, le Suisse a lancé une discussion sur les moyens d'affermir les mesures de confiance de la Convention. Nous espérons que ces efforts contribueront à ouvrir la voie à une action significative lors de la prochaine Conférence d'Examen. Nous considérons en effet qu'il est grand temps de vérifier si le mécanisme actuel correspond au besoin de transparence et de confiance entre Etats.

**5. Mécanisme de mise en conformité ou de contrôle :** Une autre question sur laquelle nous aimerions voir se réaliser des progrès lors de la Conférence d'examen BWC est la suivante : Comment les Etats peuvent-ils faire la preuve de leur adéquation avec les obligations du traité ? La Suisse est d'avis que la Convention a besoin de mécanismes plus solides pour résoudre les problèmes de mise en œuvre et de confiance. Sur le principe, la Suisse pense qu'une réflexion sur la mise en place d'un cadre de conformité juridiquement contraignant serait la bienvenue. Cependant, nous reconnaissons que le fait de recopier simplement des arrangements déjà fonctionnels pour d'autres conventions risque de ne pas satisfaire les besoins de la présente Convention. Dans l'idée d'une approche alternative, nous proposons que les prochaines réunions annuelles allouent une partie de leur temps à des sessions au cours desquelles la conformité avec la Convention ferait l'objet de

présentations, d'évaluations et de discussions. En outre, il peut être intéressant pour la communauté BWC de s'inspirer d'autres arrangements multilatéraux dans la création d'un cadre permettant de mieux respecter l'obligation de rendre compte.

En conclusion, nous avons fort à faire si nous voulons garantir le succès de la 7<sup>e</sup> Conférence d'examen. Mon pays salue toutes les initiatives en vue de discuter des aspects de la Convention sous une forme plus ou moins formelle. Nous avons pris part au workshop « Strengthening International Efforts to Prevent the Proliferation of Biological Weapons » organisé le mois dernier par la Chine, le Canada et l'ISU. Cette manifestation a donné lieu exactement aux types de discussions informelles entre différents groupes régionaux dont nous avons besoin d'ici à la fin de 2011. Nous aimerions remercier les organisateurs et, en même temps, encourager de tels débats.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr Chairman,

Let me join the previous speakers in expressing my satisfaction at seeing you chair this Meeting of States Parties. Let me assure you of the full cooperation of my delegation in the coming days.

This year's Meeting of Experts allowed for a useful discussion on the provision of assistance upon request by any State Party in the case of alleged use of biological or toxin weapons. Experts from a wide range of states considered questions relating to coordination, as well as to the improvement of national and regional capabilities for the surveillance, detection and diagnosis of disease outbreaks. My country, too, was present with experts from the public health, defence, security, trade and foreign affairs sectors.

Just recently, we inaugurated our first BSL-4 laboratory, which will become operational in 2011. The High Containment Laboratory can contribute to the international cooperation. This may be in terms of prevention and capacity building by international practice-oriented trainings, or with assistance in the identification of samples on demand in the case of an alleged use of biological agents.

The topic of assistance and coordination with relevant organizations is directly related to the UN Secretary-General's mechanism. Under this mechanism, any UN member state can call upon the UN Secretary-General to investigate an alleged incident regarding the use of biological weapons. Switzerland highly values this mechanism, which is currently the only multilateral vehicle available for investigating such allegations. There are, however, certain aspects that need to be clarified in our view. Questions remain, for instance, regarding the scope of the mandate. In addition, the mechanism should be strengthened, both on the political and on the technical level. Politically, we would welcome a reaffirmed commitment by all UN Member States to cooperate fully with the mechanism. On the technical level, we consider measures such as regular training for the experts on the roster beneficial.

Mr Chairman,

Next year the States party to the Biological Weapons Convention will gather in Geneva for the Seventh Review Conference. We consider it important to seize this opportunity to further strengthen the Convention. In our view, we need to achieve progress in five areas in particular.

**1. Universality:** Achieving universal adherence to the Convention must remain a key priority. While we welcome progress achieved in recent years, stronger efforts are needed. We should reach out more systematically and recalibrate existing efforts with the aim to bringing all countries that remain outside into the Convention. In this sense, Switzerland hopes that our discussions in the framework of the intersessional process were able to highlight that joining the BWC can strengthen national public health provisions, as well as veterinary, agricultural and emergency-response capacities.

**2. Implementation Support:** The prolongation of the mandate of the Implementation Support Unit is another priority. We hope States Parties can review the current mandate of the ISU at the Review Conference 2011 and decide to enhance the ISU's capacities. We have undoubtedly all benefited from the useful work of the three individuals that currently constitute the ISU. Therefore, our aim has to be to enable the ISU to further assist States Parties with the implementation of all aspects of the Convention.

**3. Intersessional Programme:** The 7<sup>th</sup> Review Conference needs to consider what the BWC community wants to achieve between 2011 and 2016, when we will meet for the 8<sup>th</sup> Review Conference. The now well-established Meetings of Experts of the intersessional process have been helpful. They have enabled a rich exchange not just among States Parties, but also with civil society and relevant international organisations. However, is the intersessional process was characterised by a fairly technical exchange between experts, often including only a few delegations or individuals. Useful as this is, we would see merit if such meetings could, in the future, go beyond technical discussions.

The Meetings of States Parties have to a great extent mirrored the experts' exchange. We are in favour of creating a more flexible meeting format, which is less constrained regarding the agenda, and thus can cover more comprehensively the challenges this Convention faces. We believe such meetings would be an important contribution to ensure that the Convention is able to keep pace with the changing security, political and technological context. We also believe that in order to make meaningful progress we should move from a structure which allows taking decisions only every five year at Review Conferences to a more flexible set-up, in which certain decisions can be taken by Meeting of States Parties, if necessary.

**4. Confidence-Building Measures (CBMs):** We see clear need to make progress at the RevCon is the revision of the CBMs. These measures continue to be the only tool to establish some degree of transparency and confidence among the States party to the BWC. Yet, this mechanism has not been reviewed since the Third Review Conference in 1991. It should therefore come as no surprise that the system shows symptoms of aging and reveals a number of shortcomings. In addition, participation remains relatively low. This year, over 70 States submitted their CBMs, which is certainly encouraging. On the other hand, this means that over 90 haven't done so this year. Switzerland has, together with Germany, Norway and representatives from civil society, launched a process to discuss ways to strengthen the Convention's Confidence Building Measures. We hope these efforts will contribute to paving the way for taking meaningful action at to the upcoming Review Conference. In our view, it is high time to discuss whether the current mechanism matches the need to establish transparency and confidence between States.

**5. Compliance:** Another issue where we would like to see progress at the BWC Review Conference is how States can demonstrate compliance with the treaty obligations. Switzerland is of the view that this Convention is in need of stronger mechanisms for resolving concerns about implementation of, and compliance with, the BWC. In principle, Switzerland still welcomes working towards a legally binding compliance framework. Yet, we agree that simply copying arrangements that work fine for other conventions may not satisfy our needs regarding this Convention. As an alternative approach, future annual meetings could dedicate time for sessions in which compliance with the convention can be demonstrated, assessed and discussed. It may be beneficial for the BWC community to get inspiration from other multilateral arrangements in order to create such a framework aimed at improving accountability.

In conclusion, there is a lot to be done if we want to ensure a successful Seventh Review Conference. My country welcomes all initiatives to discuss aspects of the Convention in a variety of different informal or formal settings leading up to the Review Conference. We participated at the Workshop on "Strengthening International Efforts to Prevent the Proliferation of Biological Weapons" organised by China, Canada and the ISU last month. This event allowed precisely the kind of informal discussion between different regional groups that is required between now and the end of 2011. We would like to thank the organisers and at the same time encourage more such debate.

I thank you, Mr Chairman.